

**Belgique-Bruxelles: Études sur les questions relatives au processus de production d'assurance en lien avec l'application du règlement IBER (règlement relatif au bloc d'exemption dans le secteur de l'assurance)**

**OJ S 151/2015 07/08/2015**

**Avis de marché**

**Services**

**Directive 2004/18/CE**

**Section I: Pouvoir adjudicateur**

---

**I.1. Nom et adresses**

Nom officiel: Commission européenne, direction générale de la concurrence

Adresse postale: MADO

Ville: Bruxelles

Code postal: 1049

Pays: Belgique

Courriel: [comp-iber-study-tender@ec.europa.eu](mailto:comp-iber-study-tender@ec.europa.eu)

**Adresse(s) internet:**

Adresse générale du pouvoir adjudicateur: [http://ec.europa.eu/competition/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/competition/index_en.html)

Accès électronique à l'information: [http://ec.europa.eu/competition/calls/tenders\\_open.html](http://ec.europa.eu/competition/calls/tenders_open.html)

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues::**

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

**Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris les documents relatifs à un dialogue compétitif et à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus:**

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

**Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées:** Nom officiel: Commission européenne, direction générale de la concurrence, direction R «Greffé et ressources», unité R2

Adresse postale: bureau MADO 13/028

Ville: Bruxelles

Code postal: 1049

Pays: Belgique

Adresse internet: [http://ec.europa.eu/competition/calls/tenders\\_open.html](http://ec.europa.eu/competition/calls/tenders_open.html)

**I.2. Type de pouvoir adjudicateur**

Institution/agence européenne ou organisation internationale

**I.3. Activité principale**

Services généraux des administrations publiques

**I.4. Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs**

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: non

**Section II: Objet du marché**

---

**II.1. Description**

**II.1.1. Intitulé attribué au contrat par le pouvoir adjudicateur**

Études sur les questions relatives au processus de production d'assurance en lien avec

l'application du règlement IBER (règlement relatif au bloc d'exemption dans le secteur de l'assurance).

## **II.1.2. Type de marché et lieu d'exécution ou de livraison**

Services

Catégorie de services n° 10: Services d'études de marché et de sondages

Lieu principal d'exécution: les tâches seront exécutées dans les locaux du contractant ou dans tout autre lieu indiqué dans l'offre, à l'exception des locaux de la Commission. Toutefois, les réunions auront lieu dans les locaux de la Commission à Bruxelles.

Code NUTS

## **II.1.3. Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique**

L'avis concerne un marché public

## **II.1.4. Information sur l'accord-cadre**

## **II.1.5. Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions**

L'objectif des études est d'aider la Commission à appliquer les règles de l'UE relatives à la concurrence au secteur de l'assurance. Les questions considérées ont également été soulignées par les parties prenantes lors du processus de consultation publique relatif au règlement IBER. La consultation publique visait à rassembler des preuves relatives à la mise en œuvre du règlement IBER [règlement relatif au bloc d'exemption dans le secteur de l'assurance, règlement (UE) n° 267/2010 de la Commission, JO L 83 du 30.3.2010, p. 1] et au projet de règlement. Les questions définies comme méritant une analyse plus approfondie sont les suivantes: (étude 1) échange d'actifs corporels et incorporels entre différents produits d'assurance; et (étude 2) formes différentes de coopération entre les compagnies d'assurance et leur impact respectif sur la concurrence. Les études devront rassembler des faits, analyser les données existantes et discuter la conception actuelle afin d'aborder ces problèmes de manière adéquate. Le travail devra se fonder sur une analyse économique et juridique approfondie. Cela inclura notamment l'application de méthodes théoriques et empiriques pertinentes.

## **II.1.6. Code(s) CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**

79310000 Services d'études de marchés - RB04 - SB01 - SB02 - QB04

## **II.1.7. Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics: oui

## **II.1.8. Lots**

Ce marché est divisé en lots: oui

Il est possible de soumettre des offres pour tous les lots

## **II.1.9. Variantes**

Des variantes seront prises en considération: non

## **II.2. Étendue du marché**

### **II.2.1. Quantité ou étendue globale**

Le budget du marché, y compris l'ensemble des coûts, frais de déplacement et frais supplémentaires, ne pourra être supérieur à 125 000 EUR pour chaque lot. Il convient toutefois de noter que le marché sera attribué au soumissionnaire proposant le meilleur rapport qualité/prix.

### **II.2.2. Information sur les options**

Options: non

### II.2.3. Reconduction

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction: non

### II.3. Durée du marché ou délai d'exécution des travaux

Durée en mois: 6 (à compter de la date d'attribution du marché)

Information sur les lots

Lot n°: 1

Intitulé: Échange d'actifs corporels et incorporels entre différents produits d'assurance

#### 1) Description succincte

L'étude devra examiner dans quelles circonstances les assureurs peuvent échanger des actifs entre différents produits d'assurance afin d'adapter leur offre aux modifications des prix et des structures de la demande, dans quelle mesure les contraintes de gestion ou les exigences réglementaires auxquelles sont confrontés les assureurs dans leurs domaines de production fonctionnels (notamment financier, actuariel, juridique, souscription, commercialisation et traitement des plaintes) limitent leur aptitude à effectuer des échanges significatifs de capacité à court terme entre les produits d'assurance dans des conditions commercialement viables, quels ensembles de produits présenteraient des caractéristiques de production similaires; recenser les sources de données disponibles pour calculer les parts de marché de ces ensembles; et analyser les indicateurs potentiels permettant d'évaluer la position de marché des assureurs ou des réassureurs dans ces segments.

#### 2) Code(s) CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

79310000 Services d'études de marchés - RB04 - SB01 - SB02 - QB04

#### 3) Quantité ou étendue

#### 4) Indications concernant les différent(e)s délais/durées

#### 5) Information complémentaire sur les lots

Lot n°: 2

Intitulé: Formes différentes de coopération entre les compagnies d'assurance et leur impact respectif sur la concurrence

#### 1) Description succincte

Sur la base des résultats de l'enquête sectorielle relative à l'assurance professionnelle effectuée par la Commission en 2007 [COM(2007) 556 final] ainsi que de l'étude sur la co (ré)assurance menée pour la Commission par Ernst and Young en 2012 ([http://ec.europa.eu/competition/sectors/financial\\_services/KD0414707ENN.pdf](http://ec.europa.eu/competition/sectors/financial_services/KD0414707ENN.pdf)), l'étude devra examiner la gamme des avantages et des inconvénients découlant de chaque type de modèle de coopération existant ou susceptible de constituer une solution alternative dans le secteur de l'assurance; analyser les différents effets potentiels sur la structure et les dynamiques du marché découlant de chaque modèle de coopération existant ou possible dans le secteur de l'assurance; réaliser une comparaison globale entre les différentes formes de coopération en se concentrant sur les résultats susmentionnés; déterminer et analyser des instruments viables représentant une solution alternative aux marchés de l'assurance/la réassurance pour permettre aux entreprises de couvrir leurs risques.

#### 2) Code(s) CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

79310000 Services d'études de marchés - RB04 - SB01 - SB02 - QB04

#### 3)

## Quantité ou étendue

4) Indications concernant les différent(e)s délais/durées

5) Information complémentaire sur les lots

### Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

---

#### III.1. Conditions liées au marché

##### III.1.1. Cautionnement et garanties exigés

##### III.1.2. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Voir dossier d'appel d'offres.

##### III.1.3. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

##### III.1.4. Conditions particulières d'exécution

#### III.2. Conditions de participation

##### III.2.1. Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions: voir dossier d'appel d'offres.

##### III.2.2. Capacité économique et financière

Liste et description succincte des conditions: voir dossier d'appel d'offres.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): voir dossier d'appel d'offres.

##### III.2.3. Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des conditions:

voir dossier d'appel d'offres.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s):

voir dossier d'appel d'offres.

##### III.2.4. Informations sur les marchés réservés

#### III.3. Conditions propres aux marchés de services

##### III.3.1. Information relative à la profession

La prestation est réservée à une profession déterminée: non

##### III.3.2. Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché: oui

### Section IV: Procédure

---

#### IV.1. Type de procédure

##### IV.1.1. Type de procédure

Ouvert

##### IV.1.2. Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

#### **IV.1.3. Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue**

#### **IV.2. Critères d'attribution**

##### **IV.2.1. Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères suivants Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

##### **IV.2.2. Enchère électronique**

Une enchère électronique sera effectuée: non

#### **IV.3. Renseignements d'ordre administratif**

##### **IV.3.1. Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur**

COMP/2015/028

##### **IV.3.2. Publication antérieure relative à la présente procédure**

###### **Autres publications antérieures**

Numéro de l'avis au JO série S: [2015/S 142-260107](#) du 25.7.2015

Numéro de l'avis au JO série S: [2015/S 96-173183](#) du 20.5.2015

##### **IV.3.3. Conditions d'obtention du cahier des charges et de documents complémentaires ou du document descriptif**

Documents payants: non

##### **IV.3.4. Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

2.10.2015

##### **IV.3.5. Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**

##### **IV.3.6. Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation**

Toutes les langues officielles de l'UE

##### **IV.3.7. Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

Durée en mois: 9 (à compter de la date limite de réception des offres)

##### **IV.3.8. Modalités d'ouverture des offres**

Date: 12.10.2015

Lieu:

Commission européenne, DG Concurrence, place Madou 1, 1210 Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode), BELGIQUE.

Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres: oui

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture: 1 représentant par soumissionnaire pourra assister à l'ouverture des offres. Le nom du représentant devra être communiqué à l'avance. Les soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des offres devront faire part de leur intention par courrier électronique ([comp-iber-study-tender@ec.europa.eu](mailto:comp-iber-study-tender@ec.europa.eu)), au moins 48 heures à l'avance.

## **Section VI: Renseignements complémentaires**

---

### **VI.1. Renouvellement**

Il s'agit d'un marché renouvelable: non

## **VI.2. Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne: non

## **VI.3. Informations complémentaires**

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à l'adresse internet mentionnée au point I.1). Le site internet sera actualisé régulièrement; il incombe dès lors aux soumissionnaires de se tenir informés de toute actualisation et modification au cours de la période d'adjudication.

## **VI.4. Procédures de recours**

### **VI.4.1. Instance chargée des procédures de recours**

Nom officiel: Tribunal

Adresse postale: rue du Fort Niedergrünwald

Ville: Luxembourg

Code postal: 2925

Pays: Luxembourg

Courriel: [generalcourt.registry@curia.europa.eu](mailto:generalcourt.registry@curia.europa.eu)

Téléphone: +352 4303-1

Fax: +352 4303-2100

Adresse internet: <http://curia.europa.eu>

### **VI.4.2. Introduction de recours**

Précisions concernant les délais d'introduction de recours: toute observation concernant la procédure d'attribution peut être adressée au pouvoir adjudicateur indiqué au point I.1).

Si le soumissionnaire estime que la gestion a été défectueuse, il peut déposer une plainte auprès du Médiateur européen dans un délai de 2 ans à compter de la date à laquelle il a eu connaissance des faits sur lesquels porte la plainte (voir <http://www.ombudsman.europa.eu>). L'introduction d'une telle plainte n'a pour effet ni la suspension du délai de recours, ni l'ouverture d'un nouveau délai de recours.

Les recours peuvent être déposés auprès de l'organe visé au point VI.4.1) dans les 2 mois à compter de la notification de la décision d'attribution.

### **VI.4.3. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours**

## **VI.5. Date d'envoi du présent avis**

28.7.2015